

print

Syrie : Un rapport des Nations unies révèle des crimes de l'opposition tandis que les puissances impérialistes poussent à une intervention

De [Johannes Stern](#)

Global Research, juin 06, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/syrie-un-rapport-des-nations-unies-revele-des-crimes-de-lopposition-tandis-que-les-puissances-imperialistes-poussent-a-une-intervention/5338014>

Un rapport des Nations unies (ONU) présenté hier par la Commission internationale indépendante d'enquête sur la Syrie (CIIES)à Genève met en lumière l'intensification de la brutalité de la guerre en Syrie et son risque de déclencher une crise internationale majeure.

Le contenu du rapport est un réquisitoire dévastateur contre les puissances impérialistes aux Etats-Unis et en Europe ainsi que leurs alliés régionaux, qui attisent une guerre civile sectaire en Syrie depuis plus de deux ans pour renverser le gouvernement du président syrien Bashar al-Assad.

Selon ce rapport, 6,8 millions de personnes sont « prises au piège dans des régions touchées par le conflit et tenues par l'opposition. » Le nombre de Syriens déplacés à l'intérieur du pays s'élève à présent à 4,35 millions et 1,6 millions de Syriens ont été contraints de fuir le pays. Le 15 mai, l'ONU estimait à 80 000 le nombre de personnes qui ont perdu la vie dans cette guerre.

« La Syrie est en chute libre, » a dit aux informations de Genève Paulo Pinheiro, président de la commission enquêtant sur les hostilités en Syrie. Il a ajouté, « Des crimes qui choquent les consciences sont devenues une réalité quotidienne. C'est l'humanité qui est la victime de cette guerre. »

Le rapport signale la dimension internationale du conflit, déclarant que « L'impasse politique actuelle et l'escalade militaire sont les sous-produits de la confrontation régionale et internationale entre les partisans du gouvernement et ses opposants, se traduisant par des expéditions d'armes et du soutien politique aux deux parties par leurs alliés respectifs. »

Le rapport fait référence à la « décision de l'Union européenne de permettre que l'embargo sur les livraisons d'armes à l'opposition syrienne expire le 1er juin, et à la livraison annoncée de batteries de missiles S-300 en provenance de Russie au gouvernement syrien. » Il indique aussi la nature de plus en plus sectaire du conflit et met en garde que ce conflit « est devenu plus complexe avec la propagation de la violence aux pays voisins, ce qui menace la paix et la stabilité dans la région. »

Depuis peu, dit le rapport, « Des combattants du Hezbollah soutiennent ouvertement l'armée syrienne au cours des opérations » près de la ville stratégique clé de al-Qusayr le long de la frontière libanaise « tandis que des membres du Front populaire de Libération de la Palestine – Commandement général font de même autour du camp de Yarmouk à Damas. »

Décrivant « des niveaux de cruauté et de brutalités nouvellement atteints », le rapport reconnaît que l'opposition en Syrie est dominée par des éléments islamistes violents responsables de crimes horribles contre la population syrienne.

« La violence incessante a accéléré la radicalisation des combattants anti-gouvernement, permettant aux groupes radicaux, notamment Jabhat al-Nusra, de devenir plus influents. » Le rapport décrit al-Nusra comme la colonne vertébrale militaire de l'opposition à Assad, indiquant que ce groupe reçoit de plus en plus de « soutien extérieur ... en terme de recrues et d'équipement » avec des « combattants étrangers ayant des tendances djihadistes et venant souvent de pays voisins. »

Si le rapport déclare que les crimes de l'opposition n'atteignent pas « l'intensité et l'envergure » de ceux commis par le régime d'Assad, les faits dont il rend compte suggèrent le contraire. Le rapport présente les rebelles comme dirigeant les régions sous leur contrôle par le meurtre et la terreur despotique.

« Les groupes armés anti-gouvernement ont commis des crimes de guerre, dont des meurtres, des condamnations et des exécutions en dehors de toute procédure régulière, la torture, des prises d'otage et des pillages. Ils continuent à mettre en danger la population civile en positionnant des objectifs militaires dans des régions où se trouvent des civils, » explique le rapport. Il décrit comment « des civils et des soldats du gouvernement qui étaient désarmés ont été condamnés et exécutés en dehors de toute procédure régulière » dans les gouvernorats d'Alep, Damas, Dara'a, Idlib, Dayr, Al-Zawr and Al-Raqqah.

Le rapport fait référence aux nombreux massacres et exécutions commis par les rebelles, documentés par des vidéos explicites affichées sur Youtube. A Dayr Al-Zawr, un tristement célèbre dirigeant de Jabhat Al-Nusra, Qassoura Al-Jazrawi, a exécuté au moins onze hommes « qui étaient agenouillés devant lui, les mains liées et les yeux bandés. » Dans un autre incident, « on a vu une vidéo montrant un enfant participant à la décapitation de deux hommes enlevés. » Le rapport estime qu' « après enquête, apparemment la vidéo a été authentifiée. »

Bien que les crimes mentionnés dans le rapport ne représentent qu'une petite proportion des atrocités commises par l'opposition syrienne, ils font voler en éclat les mensonges disant que les Etats-Unis et les puissances européennes luttent pour un gouvernement démocratique en Syrie. En fait, les puissances impérialistes soutiennent des forces islamistes oppressives dans le but de renverser Assad et d'installer un régime pro-occidental en Syrie.

Cependant durant ces dernières semaines, le gouvernement syrien, soutenu de plus en plus par la milice libanaise du Hezbollah, repousse les rebelles sur le terrain.

Mardi dernier, la chaîne d'information télévisuelle saoudite Al-Arabiya, favorable à l'opposition, a reconnu que « Des soldats syriens ont avancé en direction du centre de la ville stratégique de Qusayr près de la frontière avec le Liban et ont chassé les rebelles d'une autre zone clé à proximité de Damas. » Un responsable gouvernemental de la province d'Homs a dit que l'armée syrienne « approche de la victoire » à Qusayr. La semaine dernière, Assad a déclaré dans une interview que « l'équilibre des forces [en Syrie] penche à présent du côté de l'armée syrienne. »

Comme les rebelles soutenus par l'occident et qui ne recueillent aucun soutien significatif auprès de la population syrienne, sont confrontés à une défaite cuisante, les puissances impérialistes se servent du rapport de l'ONU pour argumenter en faveur d'une intervention militaire, sur la base de mensonges et de déclarations infondées concernant des armes de destruction massive (ADM.) Dix ans après que des déclarations bidon d'ADM ont été utilisées comme prétexte pour la guerre criminelle américaine contre l'Irak, des techniques similaires de « gros mensonge » sont mobilisées pour proférer des menaces de guerre contre la Syrie.

Le rapport prétend qu'il « existe des motifs raisonnables portant à croire que des agents chimiques ont été utilisés. » Mais il ajoute que « Les agents précis, les systèmes de livraison ou les auteurs n'ont pas pu être identifiés. » Lors de la conférence de presse à Genève, la CIIES a demandé au gouvernement syrien que la commission d'enquête de l'ONU « se voit accorder l'accès total à la Syrie » pour tester des échantillons pris directement sur les victimes et les sites des attaques présumées.

L'évaluation du rapport contredit ouvertement les déclarations précédentes faites par un membre bien informé de la CIIES. Le mois dernier, Carla del Ponte avait déclaré que le gaz sarin utilisé en Syrie avaient été utilisé par l'opposition et non par le régime d'Assad.

Après que le rapport de l'ONU a été présenté à Genève, les puissances impérialistes ont immédiatement intensifié leur propagande, la France, ex-puissance coloniale de la Syrie et du Liban, en tête de cette campagne. Le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius a déclaré sur la chaîne France 2 que les tests faits sur les échantillons à Paris montrent qu'« il ne fait pas de doute que c'est le régime et ses complices » qui en sont responsables.

Fabius a dit que les résultats des tests avaient été remis à l'ONU et que « toutes les options sont sur la table. » Cela signifie qu'« ou bien on *décide d'ene pas réagir*, ou bien on réagit *y compris* d'une façon *armée* là où *est* produit, *stocké le gaz*. »

Washington se joint à son allié français. Interrogé sur les déclarations de Fabius, le porte-parole du département d'Etat Jen Psaki a dit qu'elle avait bien connaissance de ces rapports et a ajouté que les Etats-Unis « recherchent davantage d'informations. » Pour « le moment, adressez-vous au gouvernement français, » a-t-elle dit.

Le secrétaire de presse de la Maison Blanche Jay Carney a insisté sur la nécessité « d'établir un organe d'informations qui puisse être présenté et critiqué et qui soit la base à partir de laquelle on puisse prendre des décisions de principe. »

Il a poursuivi, « Je peux vous assurer que nous travaillons de façon assidue sur cette question au gouvernement avec nos alliés et l'opposition syrienne. »

L'été dernier, le président américain Barack Obama avait déclaré que l'utilisation d'armes chimiques par le gouvernement syrien signifierait le franchissement d'une « ligne rouge » et provoquerait une attaque américaine.

Johannes Stern

Article original, [WSWS](#), paru le 5 juin 2013

Copyright © 2013 Global Research